

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur – Fraternité – Justice



Ministère des Finances

Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

**RAPPORT
SUR LES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT**

Premier semestre 2014

JUILLET2014

SOMMAIRE

INTRODUCTION -----	3
1. RECETTES -----	4
1.1 Recettes Fiscales-----	5
1.1.1 <i>Ecart entre recettes fiscales prévues et perçues</i> -----	5
1.1.2 <i>La répartition des performances par nature</i> -----	6
1.2 Recettes non fiscales et dons-----	8
2. DEPENSES -----	10
2.1 Les dépenses de fonctionnement -----	11
2.2 Dépenses d'investissements -----	13
3. SOLDES -----	13
4. FINANCEMENT -----	10
4.1 Financement intérieur -----	16
4.2 Financement extérieur -----	17
5. CLASSIFICATION FONCTIONNELLE -----	18
5.1 Classification Générale-----	18
5.2 Dépenses de la lutte contre la pauvreté -----	19
ANNEXES -----	21
ANNEXE 1 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat pour le 1 ^{ier} semestre 2014 -----	22
ANNEXE 2 : Classification fonctionnelle.....	26

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Recettes totales (Pétrole et Dons Compris) -----	4
Graphique 2 : Analyse des écarts entre prévisions et réalisations de recettes -----	5
Graphique 3 : Performance détaillée des recettes fiscales -----	6
Graphique 4 : Evolution des recettes fiscales du premier semestre 2014-----	7
Graphique 5: Performances globales des recettes non fiscales et -----	8
Graphique 6: Performances détaillées des recettes non fiscales et dons -----	9
Graphique 8: Evolution des dépenses et prêts nets durant le semestre -----	10
Graphique 9: Performance des dépenses de fonctionnement -----	11
Graphique 10: Evolution des dépenses de fonctionnement au 1 ^{ier} semestre 2014 -----	12
Graphique 11: Evolution des dépenses d'investissements pour le semestre -----	13
Graphique 12: Comportement des soldes -----	14
Graphique 13: Evolution mensuelle des soldes -----	15
Graphique 14: Comportement du financement intérieur -----	16
Graphique 15: Comportement du financement extérieur -----	17
Graphique 16: Résultat pour les principales fonctions de la classification fonctionnelle -----	18
Graphique 17: Exécution des dépenses de lutte de la pauvreté -----	19

INTRODUCTION

La Mauritanie a finalisé avec succès son programme avec le Fonds monétaire international (FMI) entré en vigueur le 15 mars 2010. Plusieurs revues de l'accord triennal de la facilité élargie de crédit ont eu lieu à Nouakchott. Tous les rapports de l'équipe du FMI ont conclu sur la bonne stabilité macro-économique du pays et sur le progrès des réformes structurelles engagées.

Dans le cadre de la transparence financière, le gouvernement mauritanien s'est engagé entre autres à élaborer un Tableau Mensuel des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) extrait de la balance générale des comptes de l'Etat.

Le présent rapport annuel a pour objet d'explicitier et de compléter les TOFE publiés mensuellement.

Ce rapport synthétise l'exécution budgétaire au cours du premier semestre de l'année 2014. Il décrit l'évolution des grandeurs budgétaires d'un mois à l'autre et mesure les performances par rapport aux critères du programme d'exécution convenu avec les services du FMI et conforme à la loi de finances de l'année 2014.

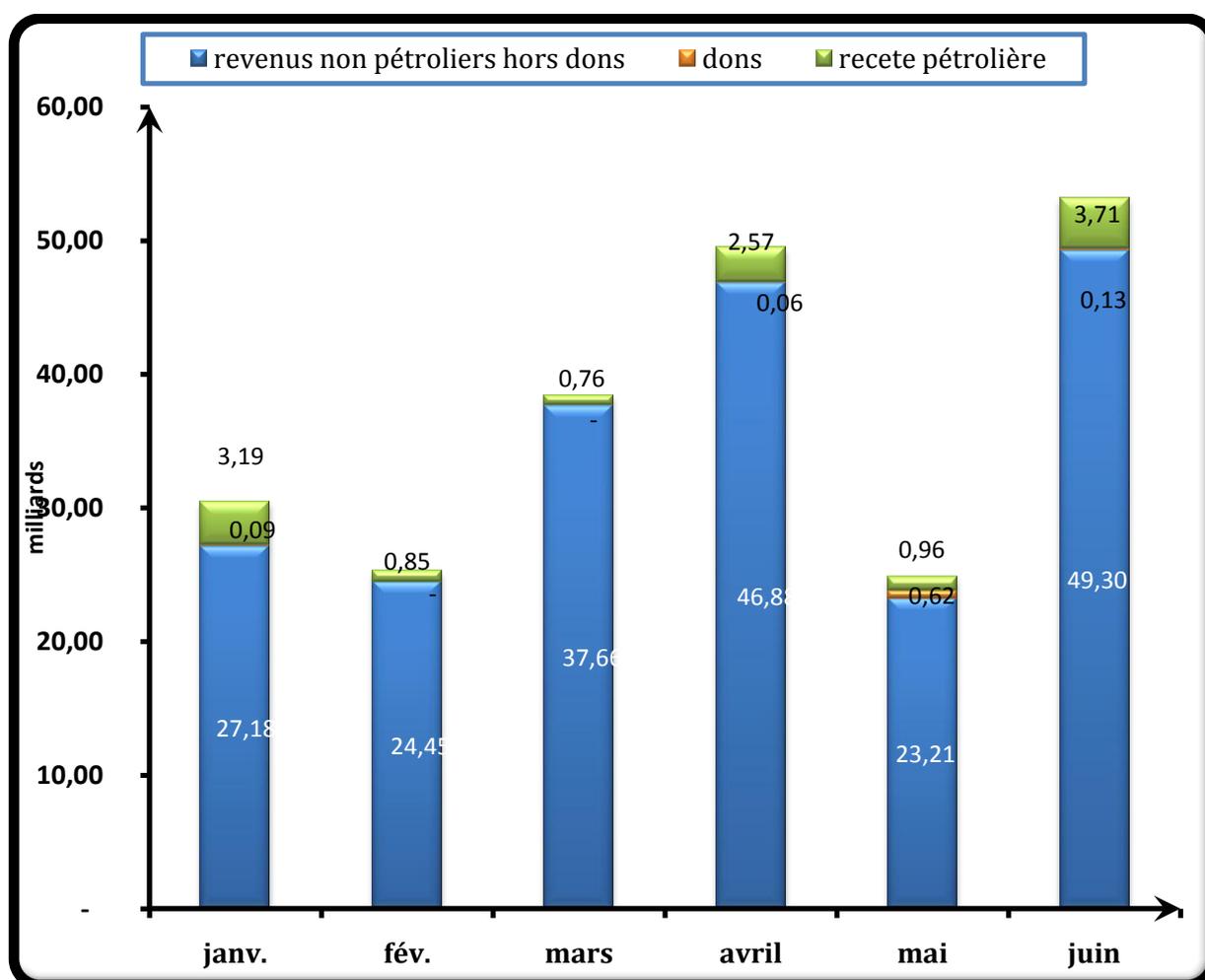
Il traite aussi en détail les dépenses de l'Etat, qui sont analysées tout d'abord selon la classification standard (économique), et ensuite selon la nomenclature fonctionnelle d'où sont isolées et présentées les dépenses orientées vers la lutte contre la pauvreté.

1. RECETTES

Les recettes totales de l'Etat pour le premier semestre de l'année 2014 s'élèvent à 221,61 milliards d'ouguiya. Elles dépassent les prévisions de cette période qui étaient fixées à 213,42 milliards ouguiya de près de 4%. Ce bon résultat est dû pour l'essentiel au dynamisme des recettes fiscales, qui représentent environ 70% de ces recettes en s'établissant à 156,04 milliards d'ouguiya, soit une hausse de 4,6 % par rapport au premier semestre de l'année précédente 2013 (149,17 milliards).

Les réalisations des recettes pour ce semestre représentent en peu plus de 48% des objectifs de la loi des finances pour l'année 2014 qui se situent à 460,83 milliards d'UM.

Graphique 1 : Recettes totales (Pétrole et Dons Compris)



Le graphique 1 illustre les tendances des recettes totales (dons et pétrole compris) durant le premier semestre de l'année.

Le graphique montre ainsi la faiblesse remarquable des dons tout au long de la période.

Les recettes pétrolières ont quant à elles connu une variation remarquable durant cette période en enregistrant leur maximum aux mois de janvier et juin.

Les autres recettes ou les revenus non pétroliers hors dons se sont par contre très bien comportés en particulier aux mois d'avril et juin.

1.1 Recettes Fiscales

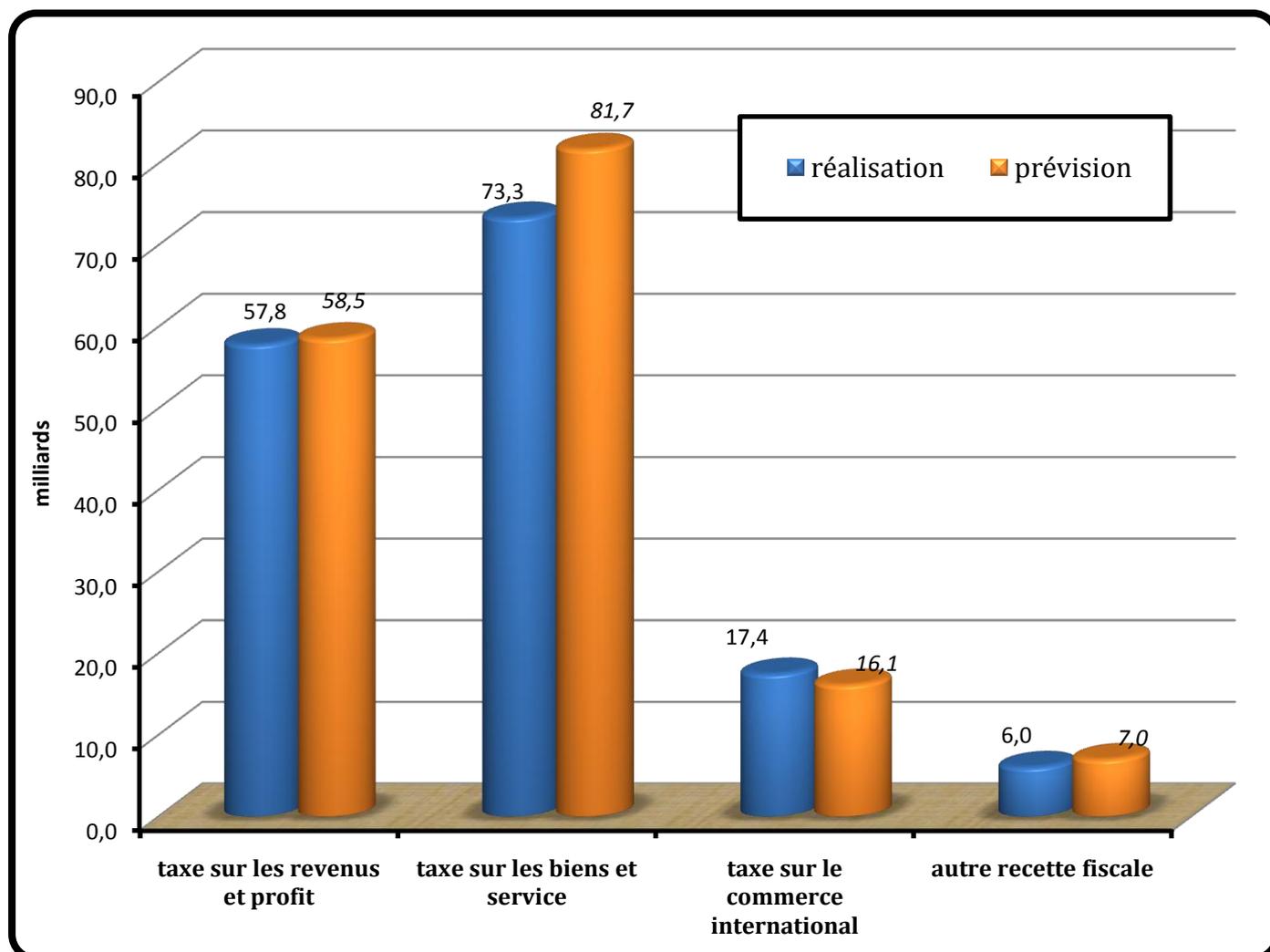
Les recettes fiscales du 1^{er} semestre de 2014 ont enregistré un taux de réalisation de 96% par rapport aux prévisions du programme.

Ces recettes ont dépassées réalisations du 1^{er} semestre de l'année précédente de près de 4,6%.

1.1.1 Ecart entre recettes fiscales prévues et perçues

Le suivi des recettes fiscales et la bonne santé de l'économie ont permis durant cette période d'augmenter sensiblement l'efficacité de l'effort de recouvrement.

Graphique 2 : Analyse des écarts entre prévisions et réalisations de recettes



Le graphique 2 montre que les différents composants des recettes fiscales ont enregistré des taux de réalisation très importants par rapport aux prévisions du programme.

C'est ainsi que le poste des taxes sur les revenus et profits a suivi une tendance positive en enregistrant un taux de réalisation de 98,7% par rapport aux prévisions du programme de la même période et une hausse de 10% par rapport au premier semestre de 2013. Cette performance positive a été aussi celle des taxes sur les biens et services avec un taux de réalisation de 90% pendant le premier semestre de 2014.

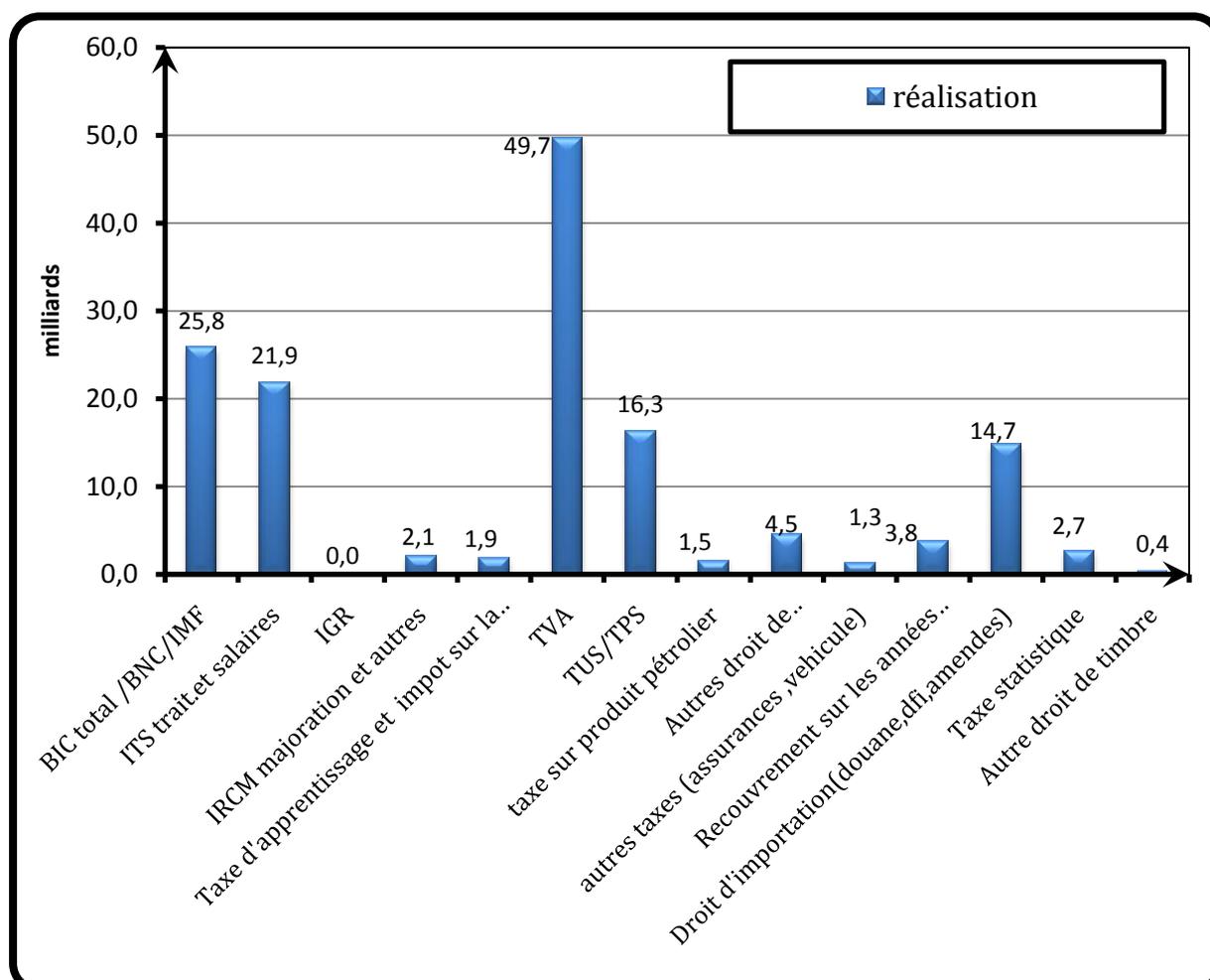
Les taxes sur le commerce international ont quant à elles dépassé les prévisions de près de 8% pour se situer à 17,44 milliards d'ouguiya de réalisations contre 16,10 milliards de prévisions.

Toutes ces bonnes performances sont pour l'essentiel dues aux efforts conjugués de toutes les directions concernées du Ministère des Finances ainsi qu'au bon taux du recouvrement de recettes fiscales.

1.1.2 La répartition des performances par nature

Une analyse plus détaillée des recettes fiscales permet d'affiner leur comportement par nature. Cette analyse se présente comme suit :

Graphique 3 : Performance détaillée des recettes fiscales

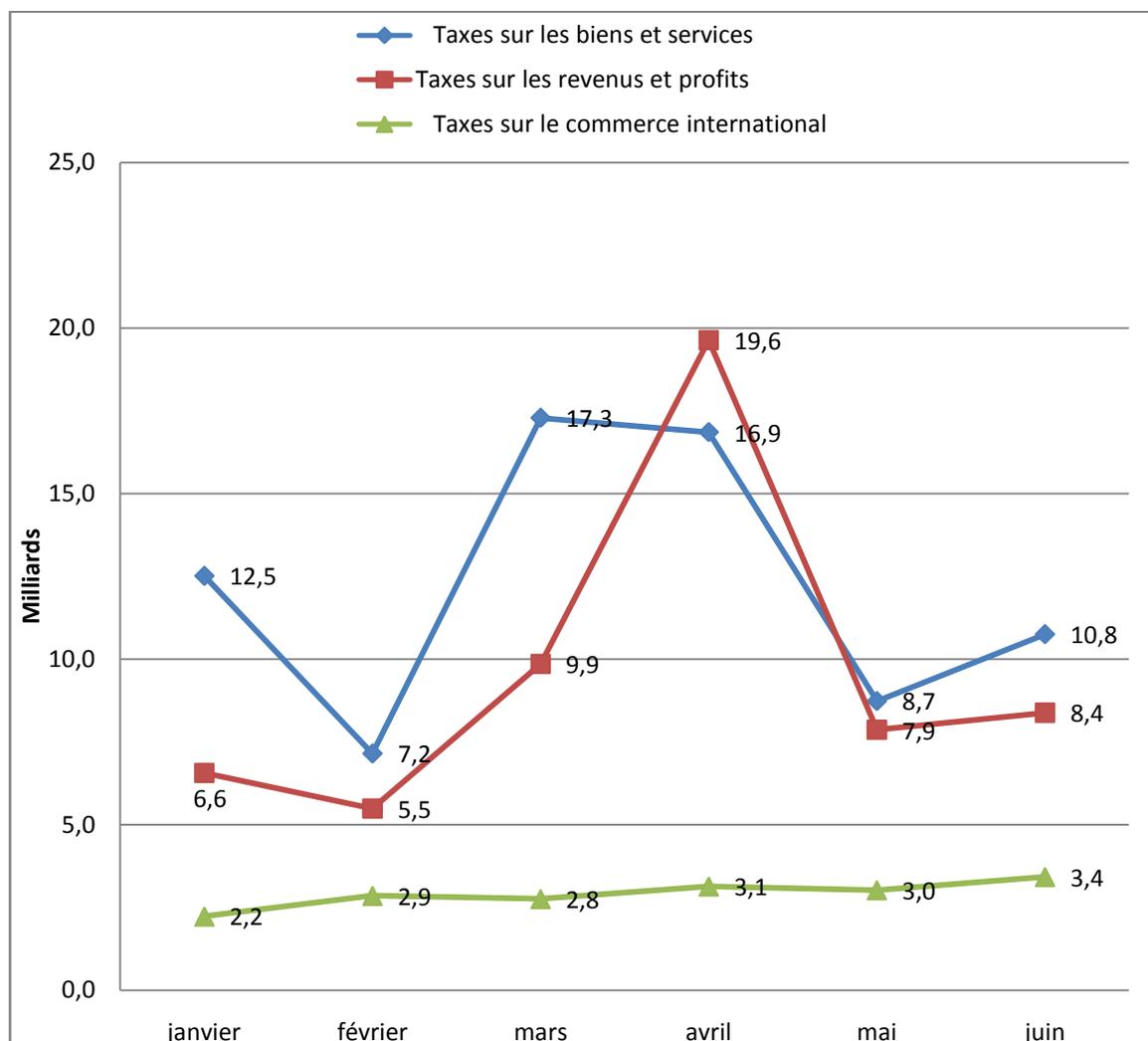


Ce graphique montre que le taux de réalisation très élevé par rapport aux prévisions est dû en particulier à la performance du produit de TVA, BIC/BNC/IMF et Impôts sur traitement et salaires.

Il en ressort aussi que :

- La TVA constitue le principal poste de recettes fiscales où son apport est près de 31,8% ;
- En deuxième position intervient le (BIC total /BNC/IMF) avec un apport de 16,5%;
- Ensuite se positionnent (l'ITS),(la Taxe Unique de la SNIM et la TPS) et (les Droits d'importations) avec respectivement 14%, 10,5% et 9,4%.

Graphique 4 : Evolution des principales postes des recettes fiscales au 1er semestre 2014



Le graphique 4 montre que chaque poste de recettes suit une tendance qui lui est propre:

Les taxes sur les revenus et profits suivent une tendance à la hausse pendant toute la période à l'exception d'un relâchement remarqué au mois de février en enregistrant un sursaut visible en mois d'avril.

Les taxes sur les biens et services ont tracé une courbe variée tout au long de ce semestre en enregistrant leur maximum aux mois de mars et avril.

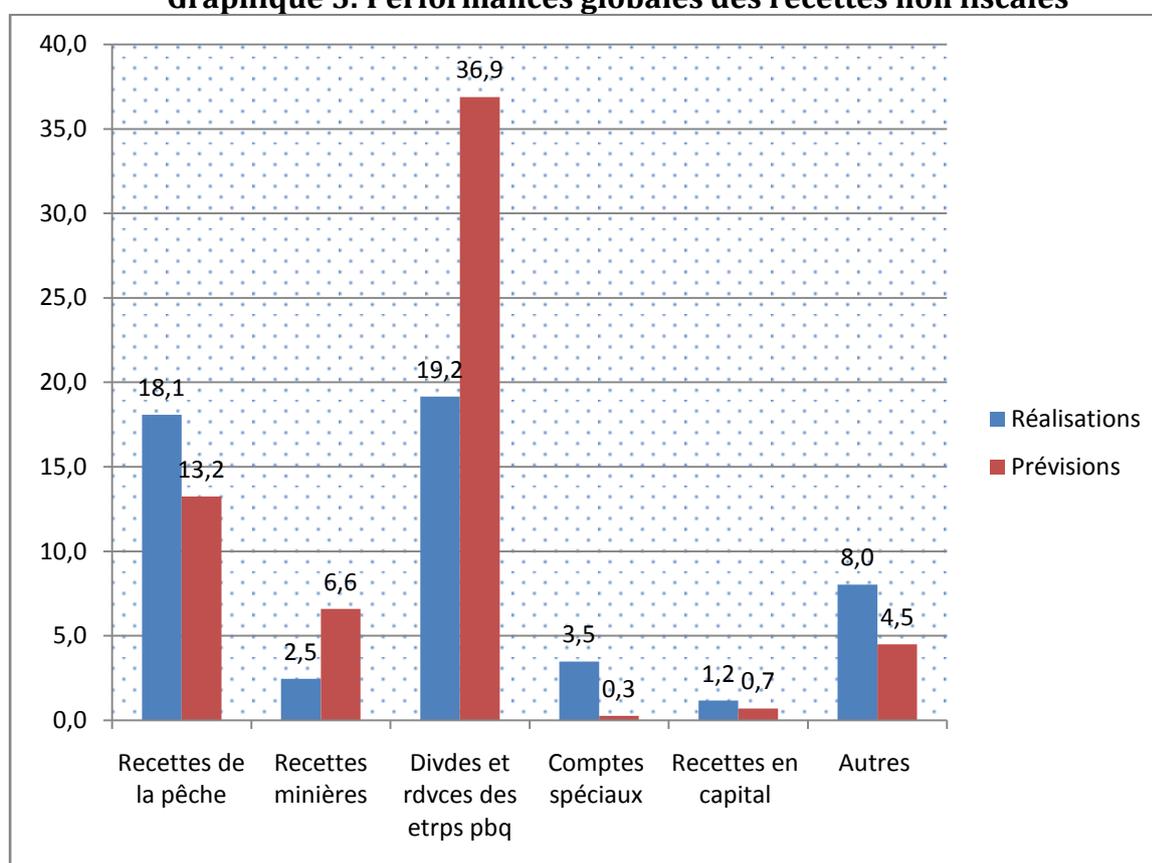
Les taxes sur le commerce international sont restées stables (presque constantes) durant la période tout autour d'une valeur relativement faible par rapport aux autres taxes.

1.2 Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont atteint durant le premier semestre de l'année 2014 un montant de 52,64 milliards d'UM, alors que leur objectif était de 44,12 milliards soit un dépassement de l'objectif de près de 19,31%.

Ce montant est relativement faible par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente qui se fixaient à 78,22 milliards UM.

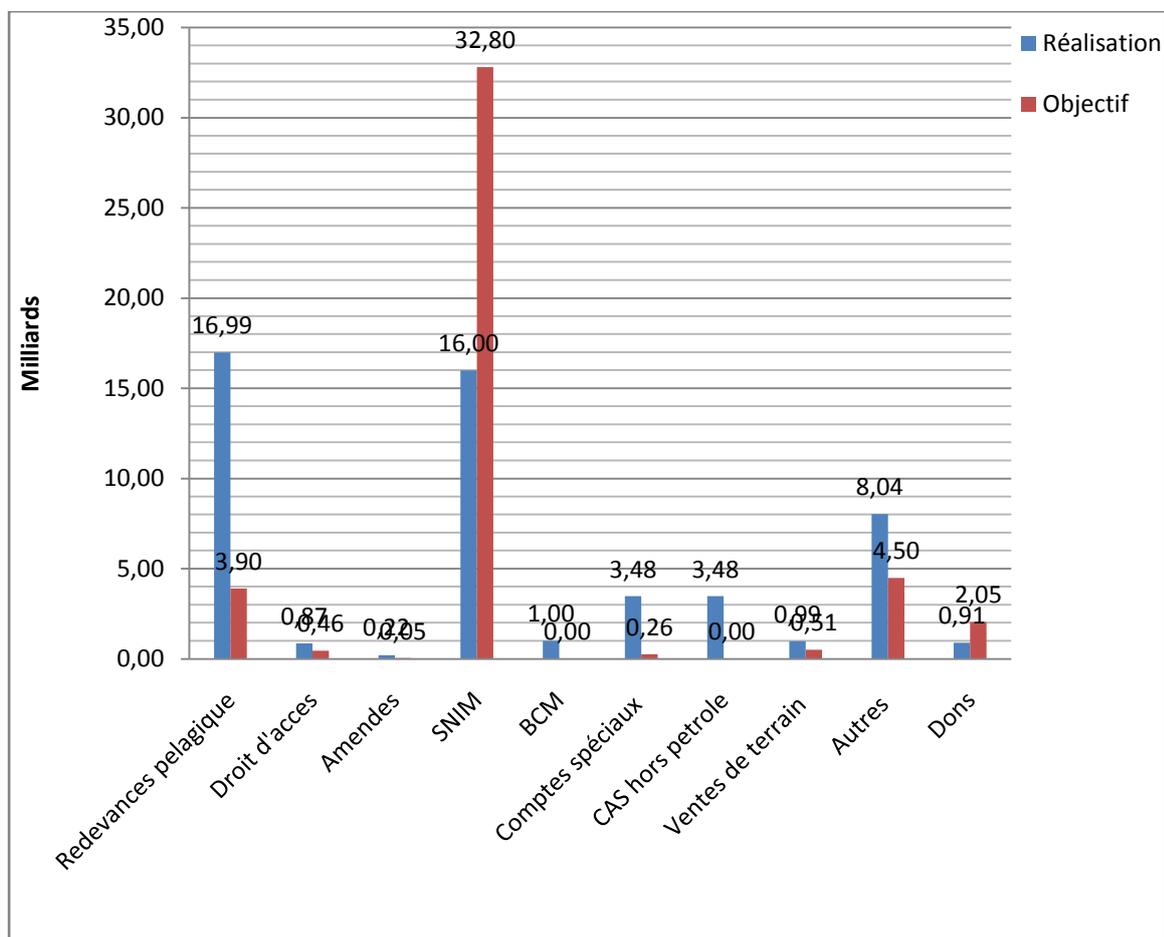
Graphique 5: Performances globales des recettes non fiscales



L'analyse globale des recettes non fiscales permet de dégager les conclusions suivantes : Les deux principaux postes (en valeur) de cette catégorie de recettes sont les dividendes des entreprises publiques (36,39 % du total des recettes non fiscales) et les recettes de la pêche avec un apport de 34,34 % du total de ces recettes.

Le graphique montre la bonne performance des recettes non fiscales par rapport aux prévisions de la période.

Graphique 6: Performances détaillées des recettes non fiscales et dons



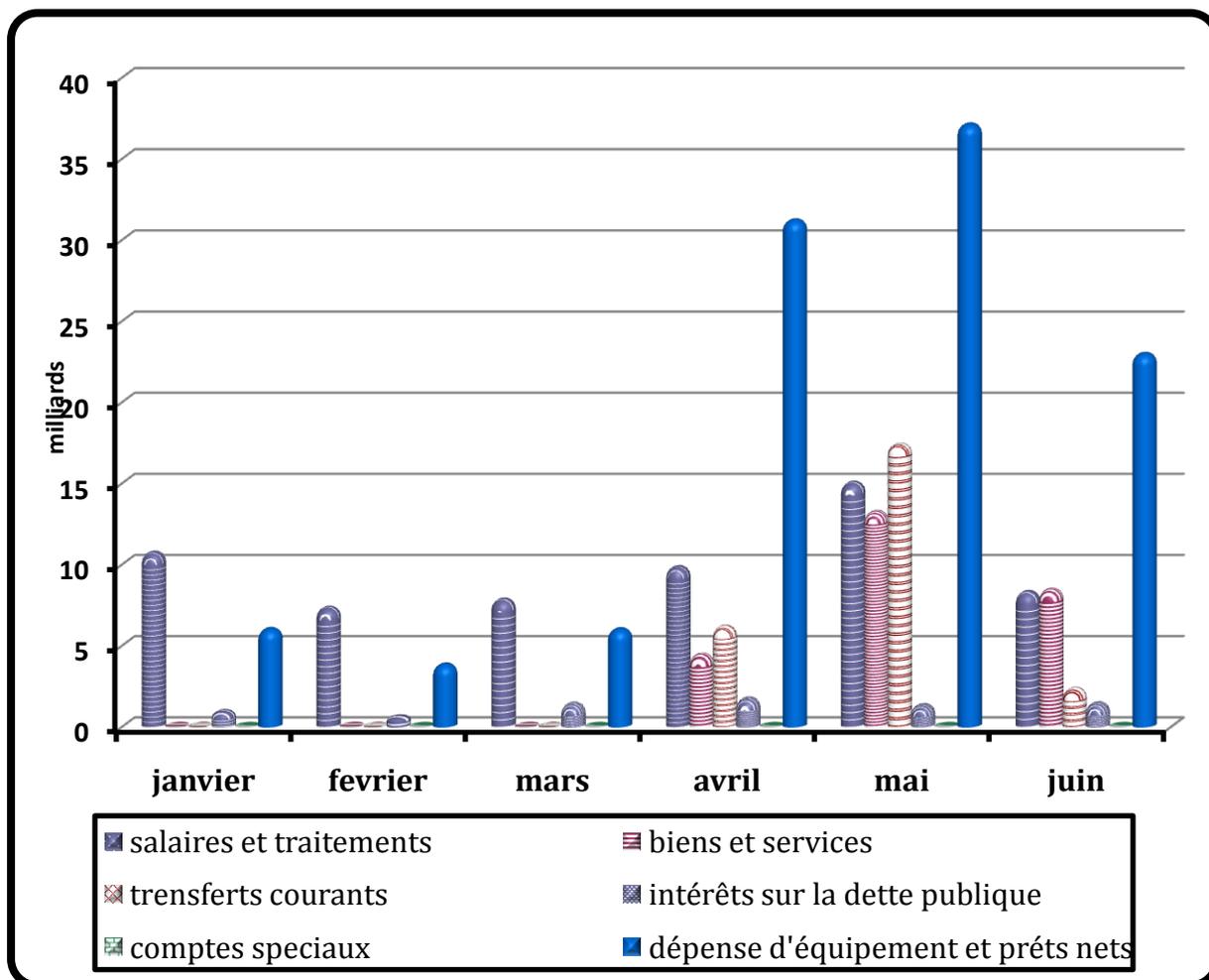
L'analyse détaillée des recettes non fiscales et dons illustre que la principale source des recettes de la pêche durant le semestre sont les redevances avec (16,99 Milliards d'Ouguiya), soit un apport égal à 93,9% du total de ce poste de recettes et que le poste « dividendes et redevances des Entreprises Publiques » est alimenté essentiellement par les dividendes de la SNIM avec un apport de 83,5% du total des dividendes.

Les dons ont été négligeables au cours de ce semestre avec un montant 0,9milliards d'UM contre un montant de prévision de 2,05 milliards.

1. DEPENSES

Les dépenses totales enregistrées au cours du 1er semestre de l'année 2014 s'élèvent à 237,13 milliards (poste « Dépenses et prêts nets ») en se situant à un niveau légèrement supérieur aux prévisions, qui étaient de 211,41 milliards d'UM, ce qui correspond à un écart par rapport à l'objectif de 12,16 %.

Graphique 7: Evolution des dépenses et prêts nets durant le semestre



Sur le graphique 8, on constate que les « salaires et traitements » varient peu durant le semestre car ce sont là typiquement des dépenses régulières et obligatoires, les dépenses sur biens et services n'ont commencé à s'exécuter qu'à partir de la mise en place effective du budget soit au mois d'Avril et ont enregistré leur maximum en mai.

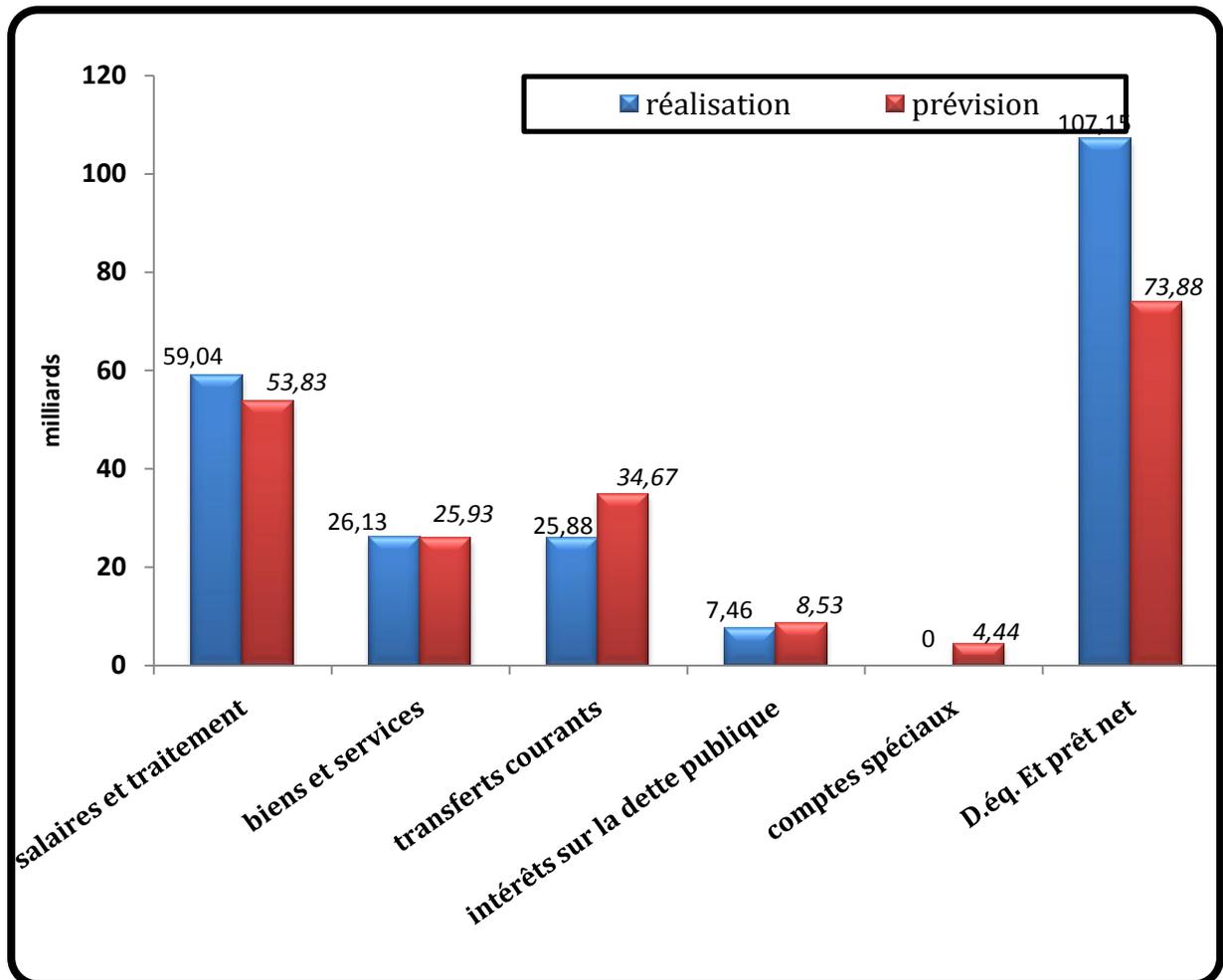
Les dépenses d'équipement et prêts nets ont enregistré de fortes fluctuations durant la période et ont atteint leur valeur maximale en Mai.

Les transferts courants se sont exécutés à partir du mois d'Avril et ont enregistré leur valeur maximum en Mai pour ensuite régresser considérablement en juin.

2.1 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement se sont établies pour le premier semestre 2014 à 129,98 Mds, donc à un niveau de 7,74 Mds inférieur à l'objectif fixé à 137,72 Mds (soit un taux de réalisation de 94,37 %). Il apparaît donc que le suivi régulier de l'évolution des dépenses et la régulation qui en découle ont permis une très bonne maîtrise de leur comportement durant le semestre.

Graphique 8: Performance des dépenses de fonctionnement

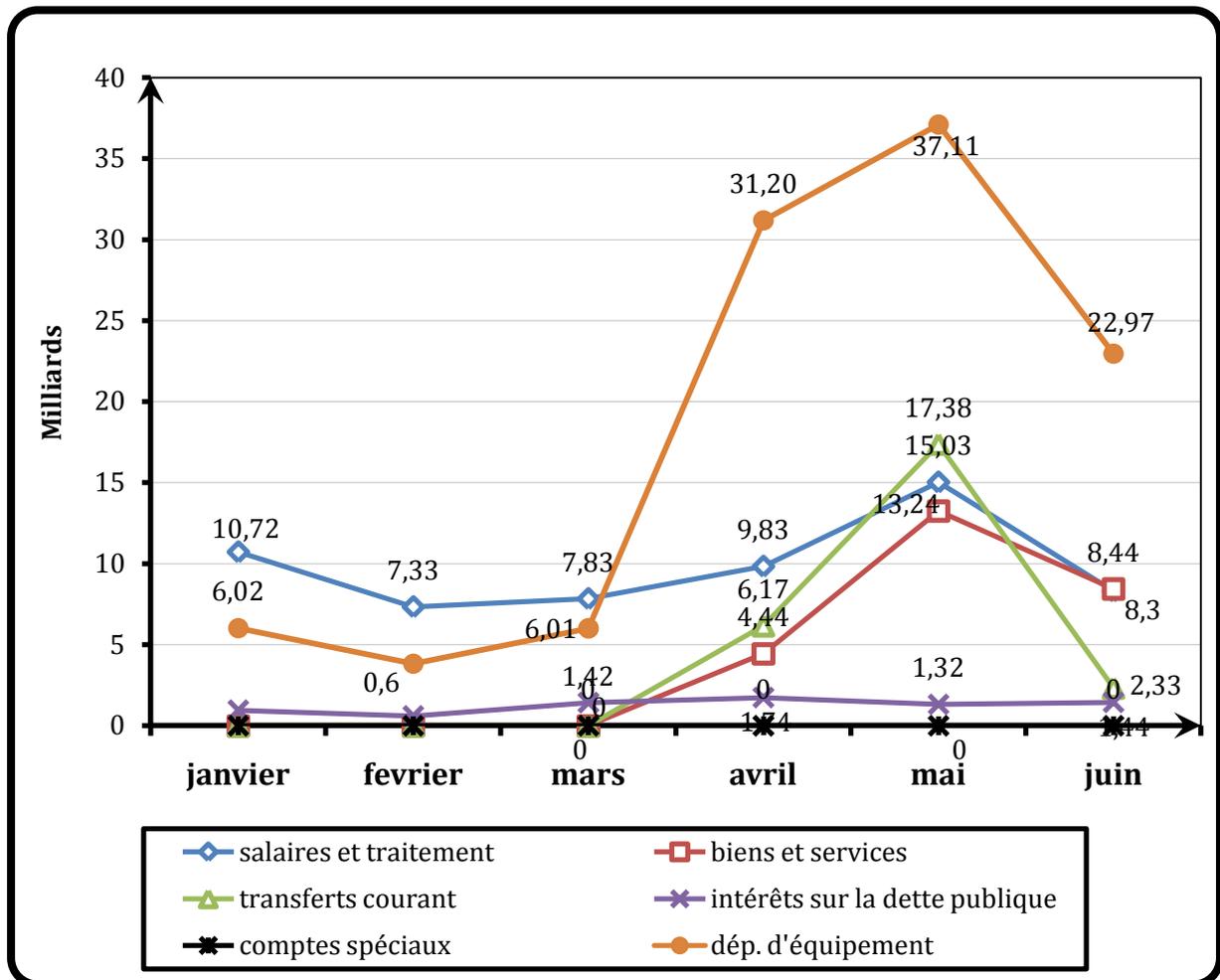


Le graphique 9 montre que la masse salariale a été bien exécutée (à 59,04 Mds, soit supérieur de 9,67 % à l'objectif), de même que les subventions et transferts qui sont inférieurs de 25,35 % par rapport à l'objectif fixé à 34,67 Mds ainsi que les intérêts de la dette qui restent en dessous de la prévision de près de 12,54 % (7,46 Mrd de réalisation contre 8,53 Mds de prévisions).

Seules deux rubriques parmi les dépenses courantes ont, en revanche, connu un dépassement, ce sont les dépenses d'équipement et prêts net qui ont dépassé les prévisions de près de 33,27 Milliards, soit un décalage de 45,03%, et les salaires et traitements qui se montent à 59,04 Mds contre 53,83 Mds d'ouguiya prévus, soit un

dépassement de 9,6% de l'objectif fixé pour ce poste de dépenses. Le dépassement important de des dépenses d'équipement, s'explique par la prise en compte dans l'exécution du crédit d'impôts, et la non prise en compte de ceux là dans la prévision (LFI)

Graphique 9: Evolution des dépenses de fonctionnement durant le semestre



Sur le graphique 10 on constate que les salaires et traitements ont peu varié durant le semestre en enregistrant des montants assez importants.

Les postes des biens et services et des transferts courants ont suivi le même rythme d'évolution avec un pic en mai qui s'atténue abruptement en juin.

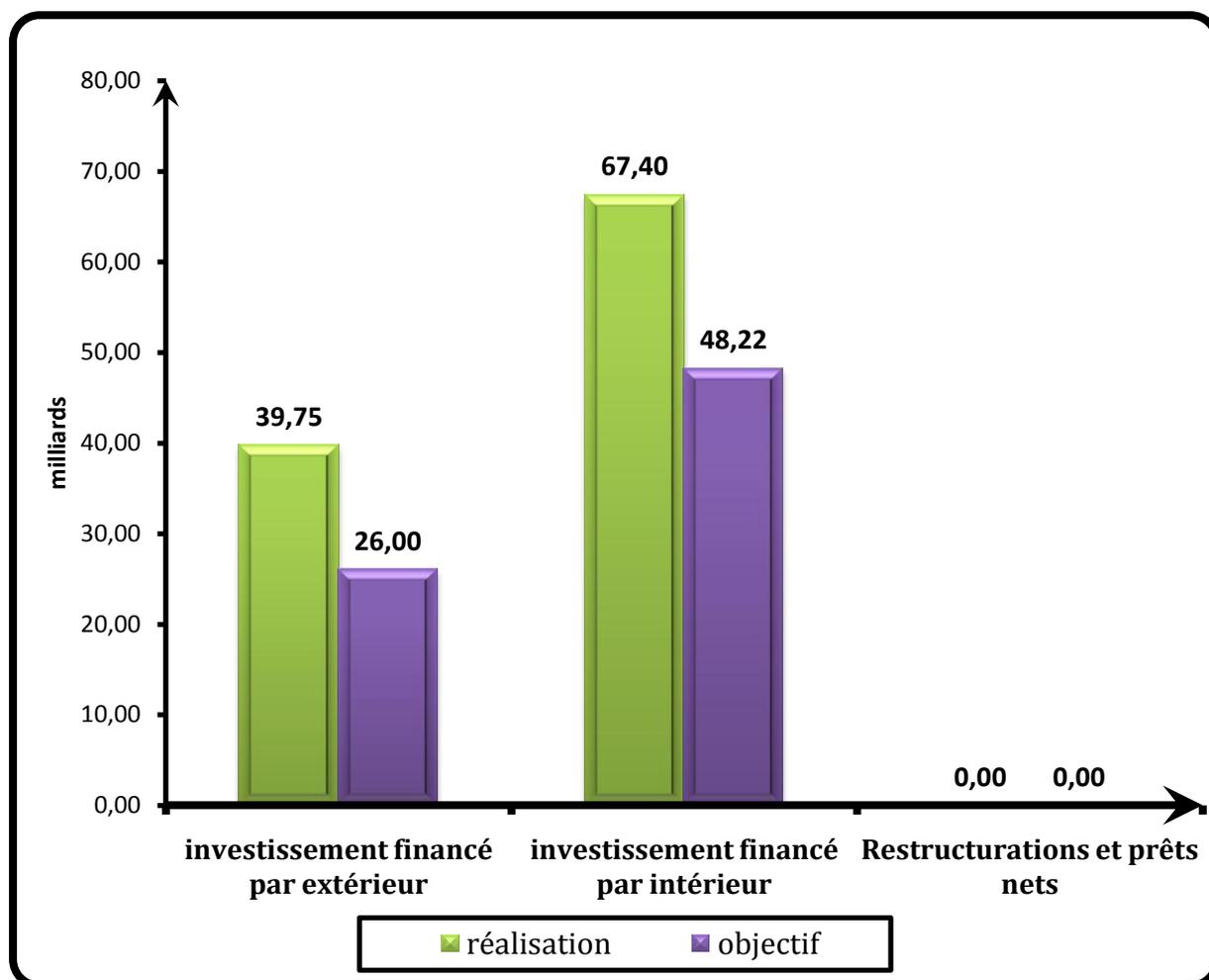
Les intérêts sur ladette publique varient d'un mois à l'autre sans pour autant atteindre les seuils fixés.

Les dépenses d'équipement et prêts nets commencent timidement en janvier, et régresse en février pour augmenter considérablement à partir au mois de mars pour connaître une légère baisse en juin.

2.2 Dépenses d'investissement

Durant le premier semestre de l'année 2014, les dépenses d'investissement se situent bien en dessus de l'objectif poursuivi pour la période, puisqu'elles ont atteint 107,15 milliards d'UM, pour un objectif de 74,22 milliards d'UM, soit un taux d'exécution de 144,36%.

Graphique 10: Evolution des dépenses d'investissement pour le semestre



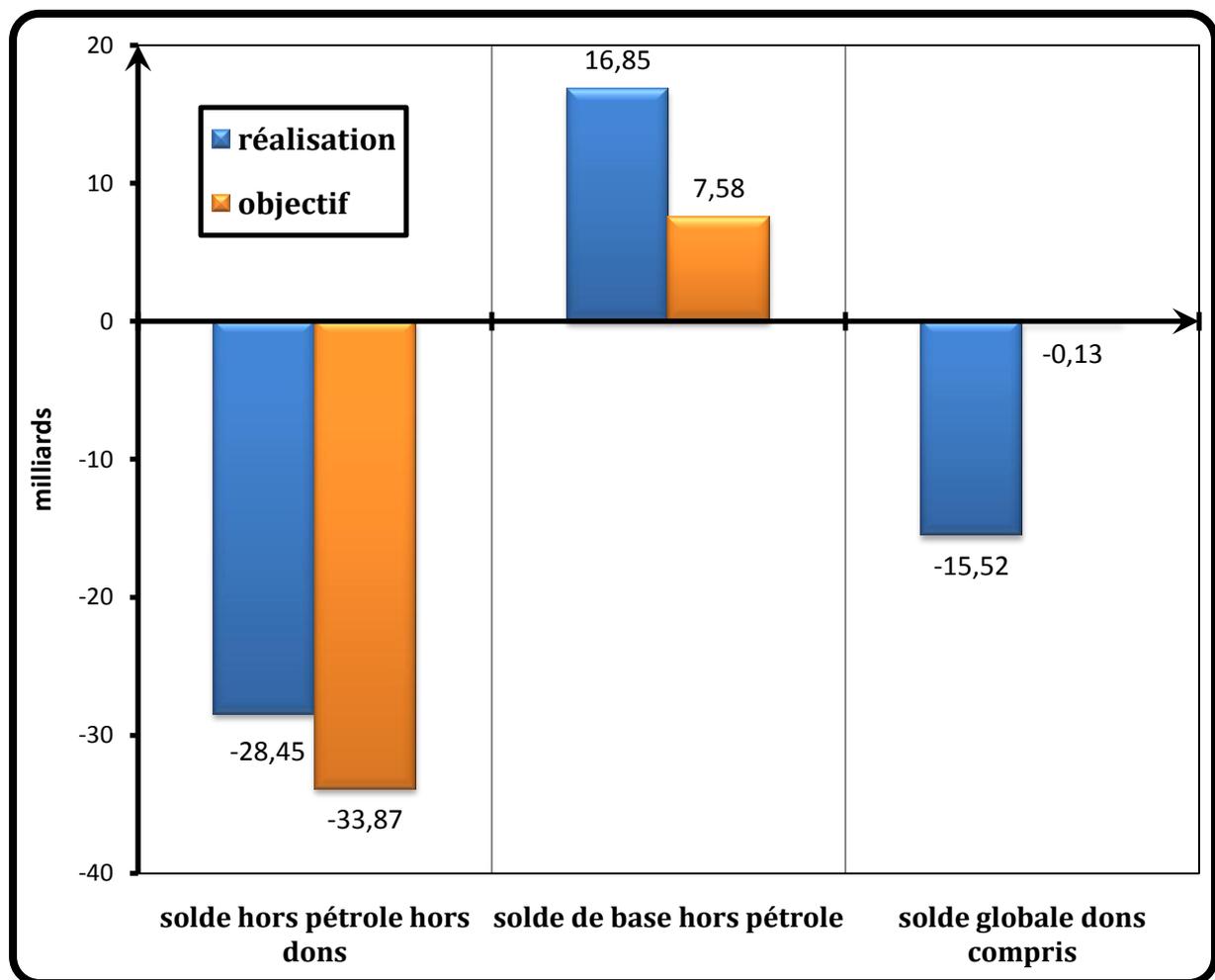
Le graphique 11 montre que les investissements financés par l'Etat et les investissements financés par les partenaires extérieurs dépassent les objectifs, avec des taux d'exécution respectivement de 152,88 % et de 139,77 %.

3. SOLDES

Le solde de base hors pétrole, qui représente la différence entre les recettes totales (hors dons et hors recettes pétrolières) et les dépenses totales (sans les intérêts sur la dette publique extérieure, et les investissements financés par l'extérieur), a enregistré pour ce semestre un excédent de 16,85 Milliards d'Ouguiya, alors que les prévisions de ce solde n'étaient que de 7,58 Milliards d'Ouguiya, ce qui est en soi une performance remarquable.

Quant au solde hors pétrole et hors dons, résultant de la différence entre les recettes totales (hors dons et recettes pétrolières) et les dépenses totales, il a enregistré lui aussi un déficit de 28,45 Mds (pour une programmation de -33,87 milliards d'UM).

Graphique 11: Comportement des soldes

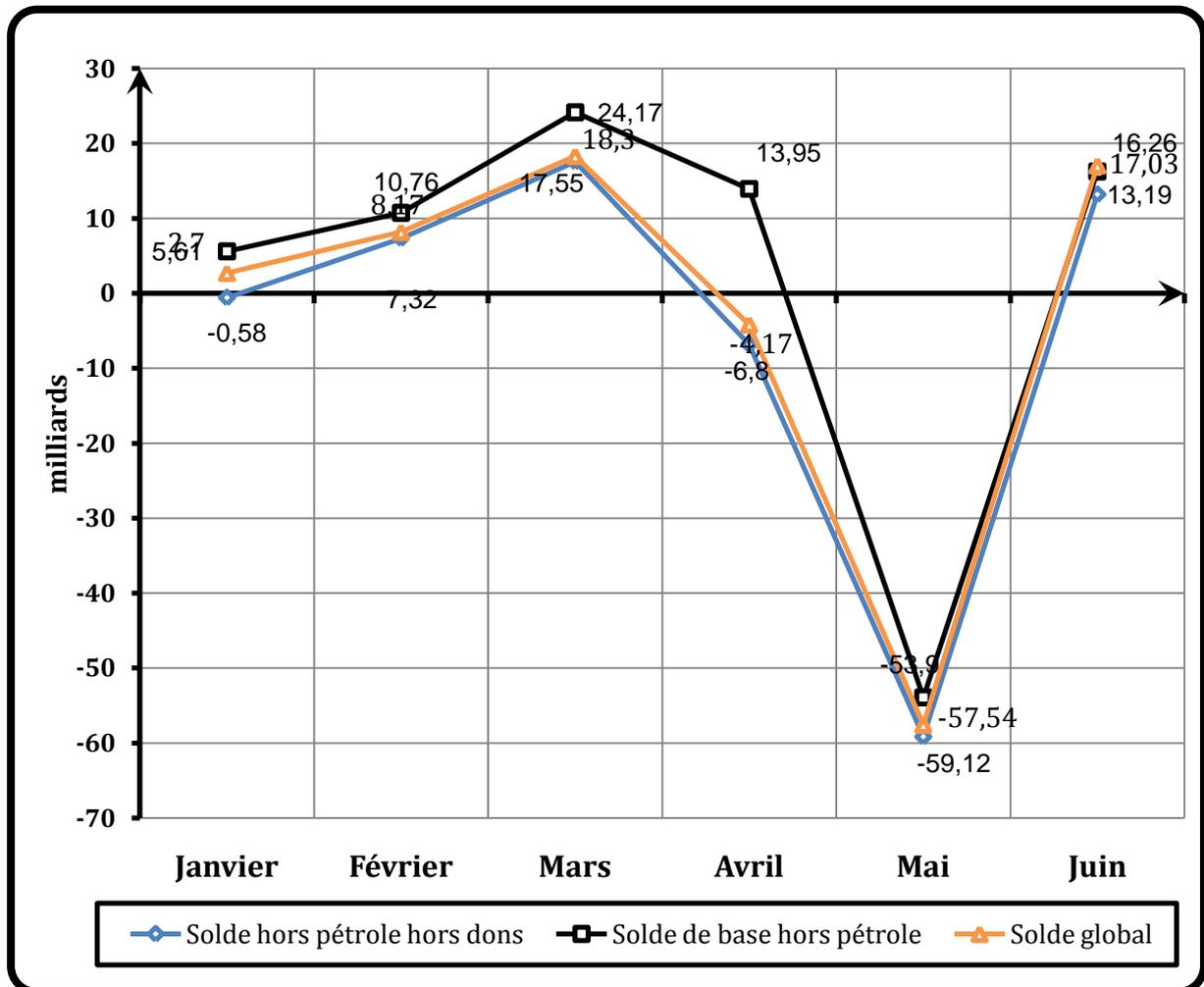


Le graphique 12 montre que les soldes sont tous bien comportés en se situant au-dessus des seuils prévisionnels, sauf le solde globale qui étant de -15,52 Milliards se situe en dessous des -0,13 milliards prévus

La contre performance du solde globale est due à la prise d'une prêt budgétaire du FMA en février, qui ne cependant pas être pris en compte dans les recettes de l'Etat car non

prévus par la loi de finances. Ce prêts est donc mis en financement et son montant équivaut à peu près au déficit du solde global.

Graphique 12: Evolution mensuelle des soldes



Le graphique 13 montre que les déficits des soldes du mois de Mai étaient relativement importants, mais ces déficits ont été compensés par les bonnes performances des autres mois.

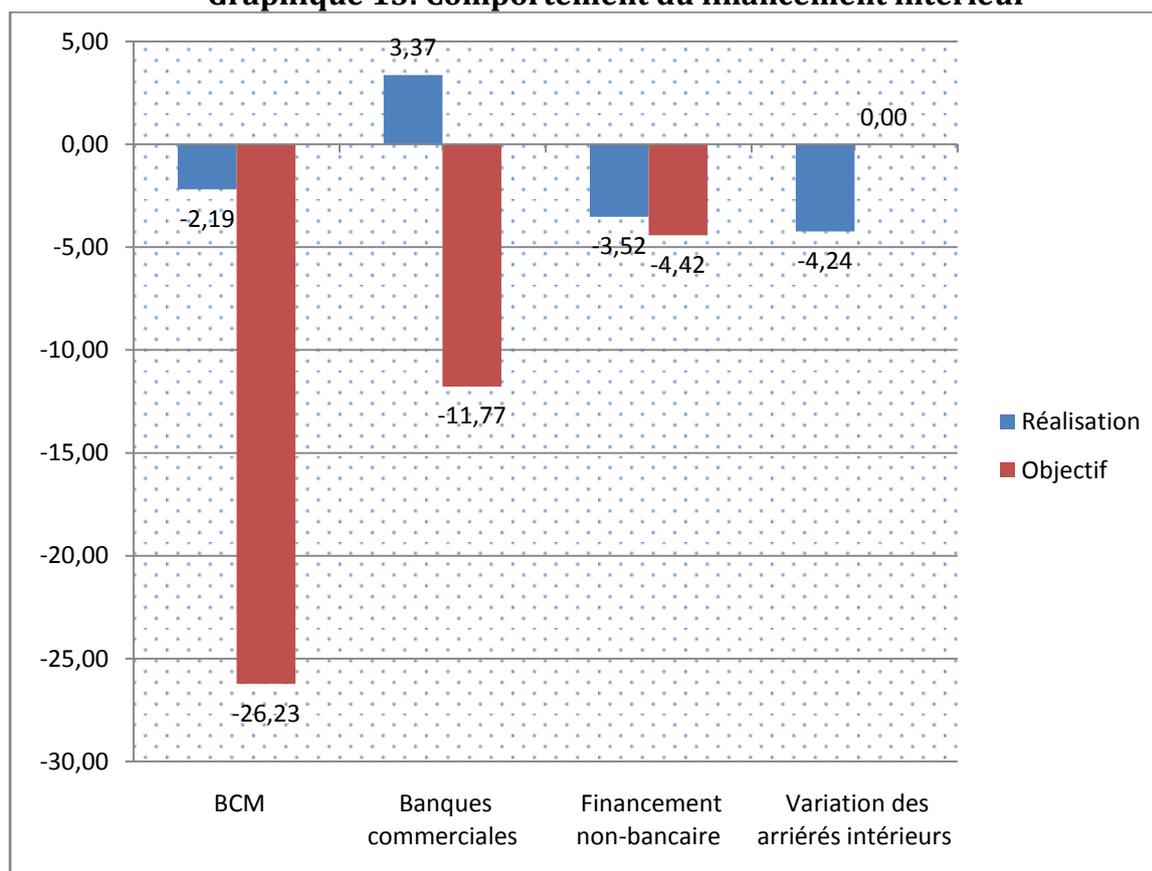
4. FINANCEMENT

Les données extraites du TOFE du 1^{er} semestre de 2014 montrent que les sources de financement les plus importantes du budget de l'Etat ont été les recettes, qui ont été pratiquement seules responsables de la considérable amélioration du niveau du compte unique du Trésor à la BCM.

4.1 Financement intérieur

Le financement intérieur a été marqué par une augmentation des dépôts sur le compte courant à la BCM d'un montant de 2,19 milliards d'Ouguiya, et par un endettement de l'Etat au niveau des banques commerciales à travers les Bons du Trésor bancaires d'un montant de 3,37 milliards ouguiya, alors qu'il était prévu de réduire les stocks de ces bons au niveau des banques de près de 11,77 milliards.

Graphique 13: Comportement du financement intérieur

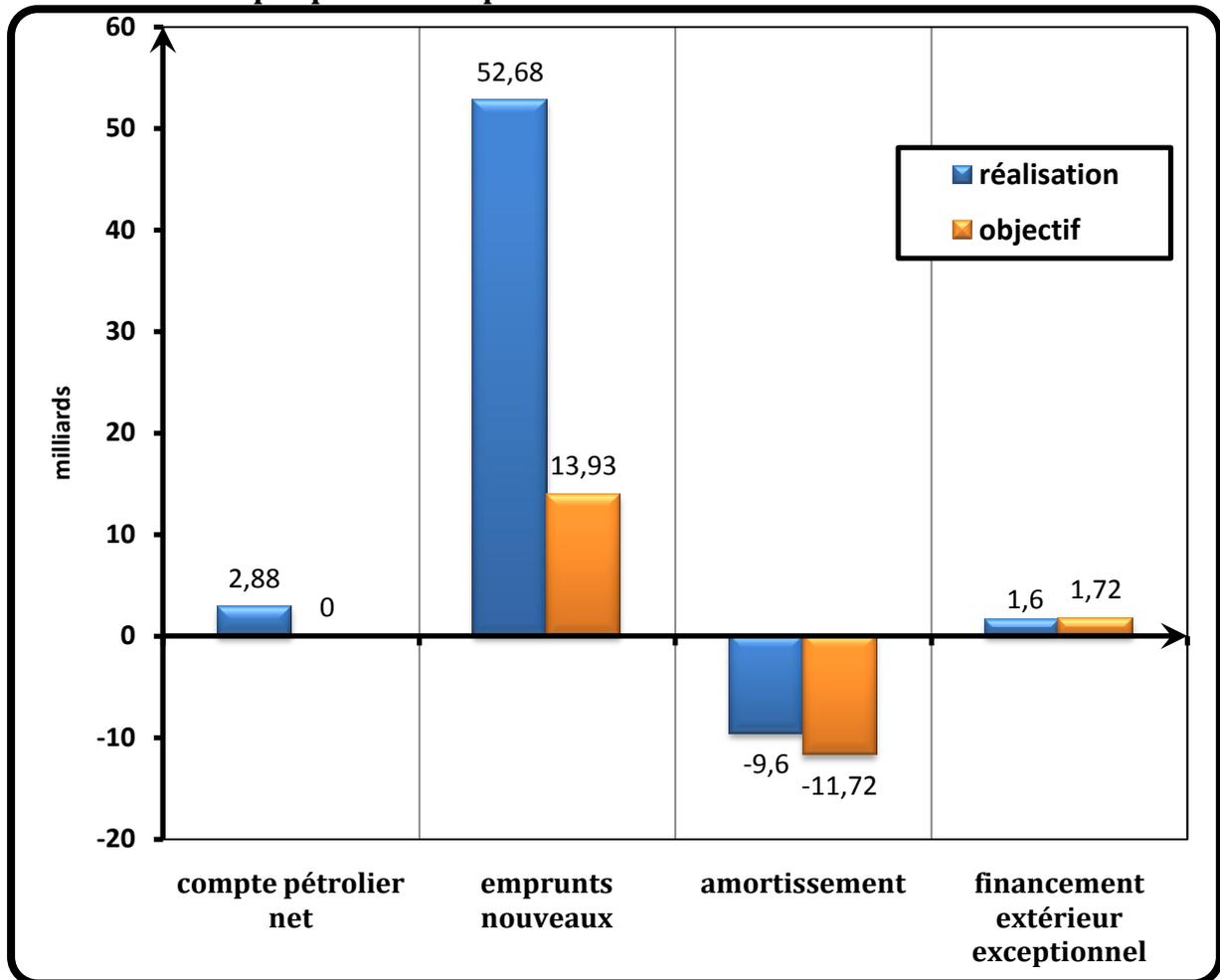


En revanche, l'Etat a réussi de diminuer son endettement au niveau du système non bancaire à hauteur de 3,52 milliards d'UM pour le premier semestre de 2014.

4.2 Financement extérieur

Le montant de (2,88) milliards d'UM, correspond à un déficit enregistré au cours de ce semestre sur le compte pétrolier offshore¹ qui résulte de la différence entre les recettes pétrolières de la période (-12,03 Mds) et le retrait effectué sur ce compte en mois de mai 14,91 milliards d'UM.

Graphique 14: Comportement du financement extérieur



On déduit du graphique 15 que la première source de financement extérieur durant le premier semestre est le poste des emprunts nouveaux à hauteur de 52,68 Mds (dont 15 milliards de prêt budgétaire du FMA), suivi par la contribution du compte pétrolier (2,88 milliards d'UM).

¹ Ouvert à la Banque de France le 14 juin 2006.

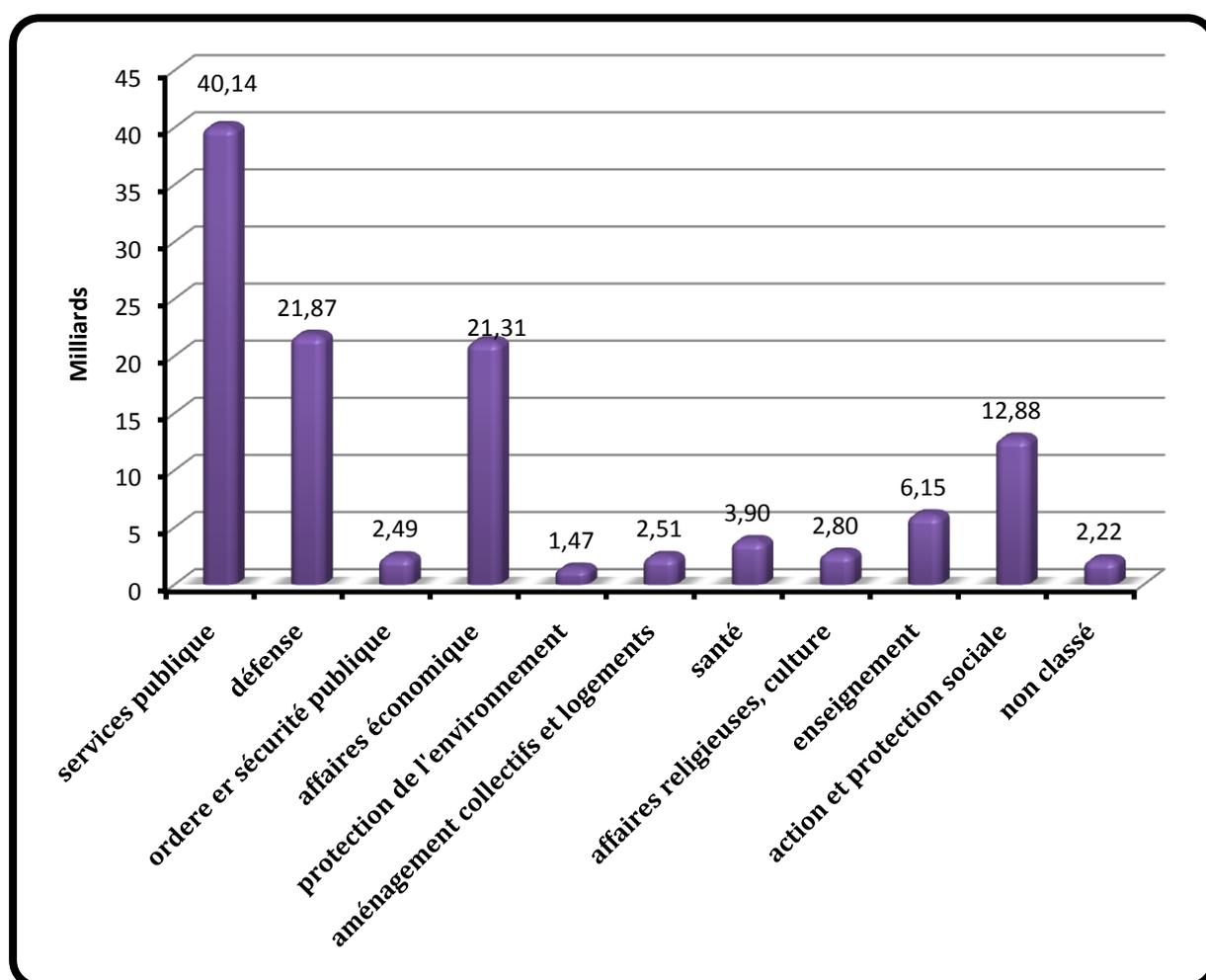
5. CLASSIFICATION FONCTIONNELLE

5.1 Classification Générale

Cette classification se fait conformément à un modèle normalisé issu des services du Fonds Monétaire International qui permet de suivre les incidences des dépenses budgétaires des pays sur les secteurs de l'économie et de comparer ces incidences entre les pays.

Ce modèle ne tient compte que des dépenses effectivement ordonnancées hors dépenses sur financement extérieur, et inclut les amortissements de la dette extérieure qui sont en bas de ligne du TOFE, ce qui explique la différence entre le total des dépenses du modèle et celui du TOFE.

Graphique 15: Résultat pour les principales fonctions de la classification fonctionnelle



Le graphique 16 présente l'exécution des dépenses suivant les 11 fonctions principales de la nomenclature fonctionnelle. Il montre que les services publics généraux ont représenté (34,07%) du total des dépenses, suivis par la défense et les affaires économiques, dont près de (18%), les actions de protection sociale, l'enseignement et

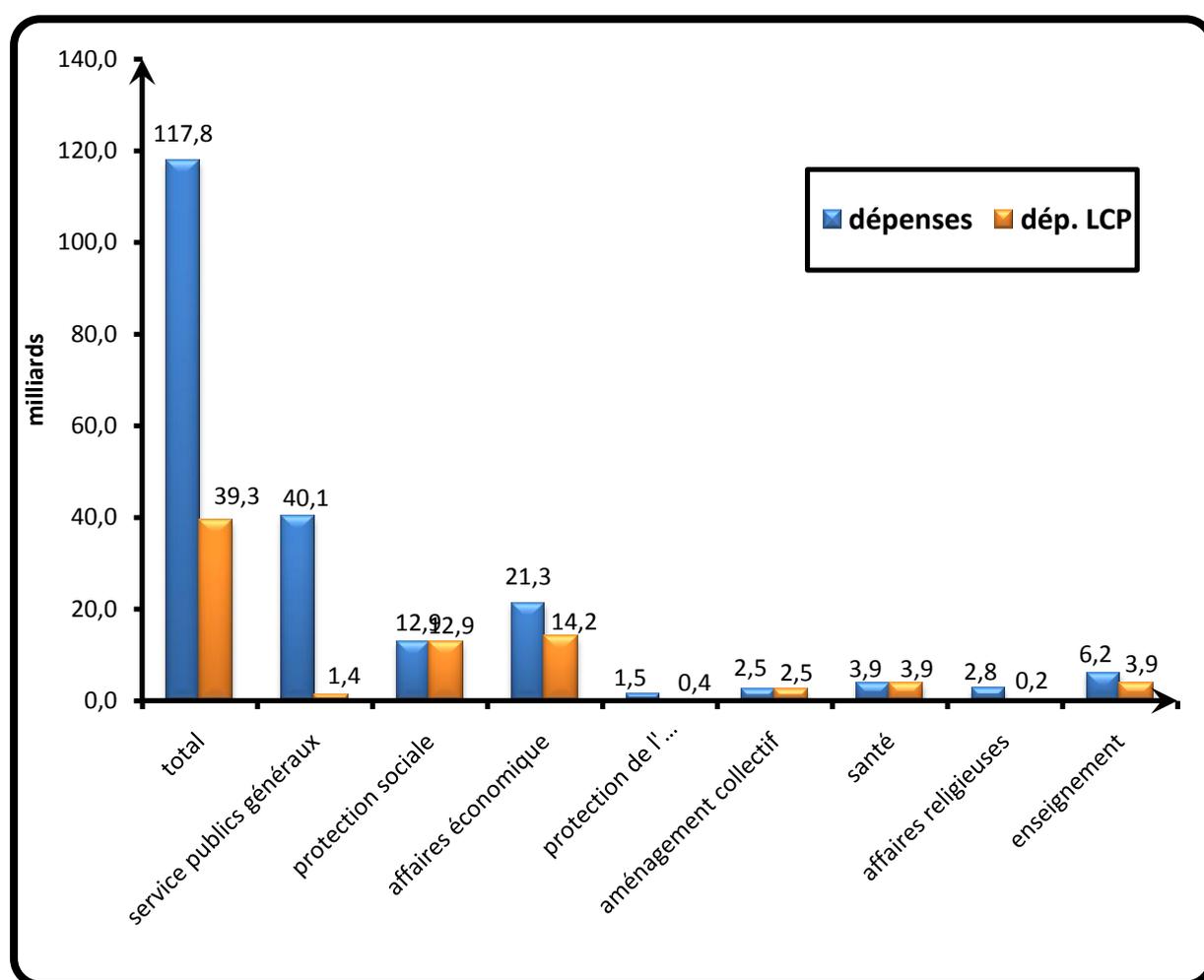
santé viennent en troisième position avec respectivement (10,93%), (5,22%) et (3,31%).

Les fonctions principales «affaires religieuses et logements », « aménagement collectif et logements » et « ordre et sécurité publique » sont presque à un même niveau, soit, à peu près 2 % du total des dépenses.

5.2 Dépenses de la lutte contre la pauvreté

Certaines sous-fonctions de la nomenclature fonctionnelle sont identifiées comme servant directement à la lutte contre la pauvreté.

Graphique 16: Exécution des dépenses de lutte de la pauvreté



Le graphique 17 démontre que les dépenses de lutte contre la pauvreté représentent 33,38 % des dépenses totales, pour un montant de 39,3 milliards d'UM.

Les dépenses de lutte contre la pauvreté représentent presque la totalité des postes «protection sociale », « santé » et « aménagements collectifs » constituent aussi une part

importante des postes : « affaires économiques » et « enseignement », tandis qu'elles ne représentent qu'une très faible part des autres postes.

ANNEXES

Annexe 1 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat du premier semestre 2014

Tableau des opérations financières de l'Etat (Recettes)	Jan-juin	S1
	يناير-يونيو	تقديرات - نصف السنة الأول
Recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières)	221,61	213,42
Revenus non pétroliers et dons	209,58	203,40
Revenus non pétroliers hors dons	208,68	195,03
Recettes fiscales (hors pétrole)	156,04	161,89
Taxes sur les revenus et profits	57,79	58,53
BIC et BNC	25,83	26,73
Impôt minimum forfaitaire douanes	5,81	7,11
Crédit d'Impôts IMF	0,06	-
ITS	21,86	19,98
Etat	0,44	-
Autres	21,42	-
IRCM	2,09	3,70
IGR	0,00	-
Régime Simplifié d'Imposition (RSI)	2,14	1,07
Taxes sur les biens et services	73,31	81,71
TVA intérieure	18,32	24,49
TVA sur les importations	31,35	32,01
<i>dont TVA SNIM</i>	4,23	-
Taxe unique SNIM et TPS	16,33	17,36
Taxe sur les produits pétroliers	1,51	2,90
Droits de consommation (the, tabac, sucre, ciment)	4,50	2,45
Autres taxes (assurances, vehicules, aeroport)	1,31	2,86
Taxes sur le commerce international	17,44	16,10
Importations	14,74	14,11
Taxes statistique	2,70	2,00
Autres recettes fiscales	6,01	6,96
Droits de timbres	0,40	-
Taxe d'apprentissage et impots sur la propriete	1,85	-
Recouvrement sur les années précédentes+RNV	3,76	-
<i>Reste à recouvrer de droits de douane (perception du Port)</i>	1,49	-
Recettes non fiscales	52,64	44,12
Recettes de la pêche	18,08	13,25
Union Europeennebud.	-	-
Compensation financière	-	-
Armateurs	-	-
Droit territorial	-	-
Redevances pélagique	16,99	3,90

Taxes (les bateaux affrétés par les nationaux)	-	-
Licences (les étrangers)	16,99	3,90
Droit d'accès (pêche de fond-nationaux)	0,87	0,46
Amendes	0,22	0,05
Recettes minières	2,45	6,59
Recettes cadastrales	0,09	-
Recettes d'exploitation	2,32	-
Autres recettes minières	0,05	-
Dividendes et redevances des entreprises publiques	19,16	36,89
SNIM	16,00	32,80
BCM	1,00	-
Mauritel	1,64	-
Panpa+portndb	0,52	-
Dette retrocedee et recouvrements	0,25	-
SNIM	-	-
SOMELEC	-	-
SOGEM	0,25	-
Droits d'exploration miniers	-	-
Comptes spéciaux	3,48	0,26
Secteur pétrole	-	-
CAS hors pétrole	3,48	-
dont Crédit d'Impôts (si pas ventilé)	-	-
dont FAID	1,69	-
Recettes en capital	1,17	0,70
Ventes de terrain	0,99	0,51
Hors ventes de terrain	0,18	-
Autres	8,04	4,50
		-
Dons	0,91	2,05
Projets	0,77	2,98
Aide budgétaire	0,13	0,58
<i>Dont: assistance PPTE</i>		-
<i>Dont: assistance PPTE (hors BCM et SNIM)</i>		-
<i>Dont: assistance PPTE (BCM et SNIM)</i>		-
<i>Autres dons</i>	0,13	-
<i>Dons bilatéraux_ appui budgétaire</i>	-	-

Tableau des opérations financières de l'Etat (dépenses, soldes et recettes pétrolières)		
		-
Dépenses et prêts nets	237,13	211,41
Dépenses courantes	129,98	137,72
Salaires et traitements	59,04	53,83
Biens et services	26,13	25,93
<i>Dont: processus électoral</i>	-	-
<i>dont:sur financement extérieur</i>	-	-
Transferts courants	25,88	34,67
Intérêts sur la dette publique	7,46	8,53
Extérieurs	5,55	5,19
Intérieurs	1,91	3,46
Comptes spéciaux	-	4,44
dont crédit d'impôts	-	-
dont FAID	-	-
Dépenses d'équipement et prêts nets	107,15	73,88
Investissement financés par extérieur***	39,75	26,00
Investissement financés par intérieur	67,40	48,22
dont Crédit d'Impôts	6,44	-
Restructurations et prêts nets	-	-
Réserves communes	4,71	4,11
Avances (dépenses payées avant ordonnancement)	6,76	-
		-
Solde hors pétrole; dons non compris (déficit -)	- 28,45	- 33,87
Solde hors pétrole; dons compris (déficit -)	- 27,55	- 13,52
Idem, recettes de pêche exclues (déficit -)		-
Solde de base hors pétrole (déficit -)	16,85	7,58
Solde de base en %PIB		-
Recettes pétrolières (net)	12,03	9,47
Recettes fiscales	1,68	-
BIC	0,54	-
ITS	1,14	-
Autres	-	-
Recettes non fiscales	10,35	-
Bonus/Redevances	0,60	-
Revenu du capital	0,02	-
Profit oil	6,65	-
Autres	3,07	-
 Paiements (financement du budget)		-
		-
Solde global; dons non compris (déficit -)	- 16,42	- 14,87
Solde global; dons compris (déficit -)	- 15,52	- 0,13
		-
Tableau des opérations financières de l'Etat (Financement)		

		-
Financement	15,52	0,13
Financement intérieur	- 22,38	2,04
Financement intérieur ajusté (1)+(2)+(3)+(4)+(5)+(6)	- 28,20	- 5,11
Financement bancaire	7,01	11,89
BCM	3,64	36,89
(1) BCM (hors cptes div, CAS et y compris cpte courant rapproché)	- 2,19	- 26,23
Compte courant	3,72	36,27
Compte courant y compris rapprochement	- 2,10	-
Valeurs à l'encaissement à la BCM et instances du mois à la BCM	5,82	-
Comptes divisionnaires		-
Allègements		-
CAS		-
Autres		-
Créances sur l'Etat (pertes BCM+consolidation quotas FMI-FMA)		-
Encaisses	- 0,08	-
Banques commerciales	3,37	-
(2) Banques commerciales (hors var CCP dans les banques)	3,37	- 11,77
Financement par bons du Trésor	3,62	-
Obligations cautionnées (traites)	- 0,82	-
Variation CCP dans les banques		-
Variation comptes de liaison comptables de l'intérieur du pays	0,57	-
(3) Financement non-bancaire	- 3,52	- 4,42
(4) Variation des arriérés intérieurs	- 4,24	-
Apurement		-
Accumulation	- 4,24	-
Instances du Trésor	- 4,24	-
Apurement		-
Accumulation	- 4,24	-
Dettes croisées et autres engagements de l'Etat		-
Apurement		-
Accumulation (report 2010)		-
(5) Variations des mouvements sur comptes de dépôts et comptes de liaison	- 21,63	-
(6) Autres (amort créance bcm)+ DTS		-
Prêt OPEP + Privatisations et autres		-
Tirage DTS (oct+nov)+ 1/2 prêt FMA (dec)		-
Amortissement (BTF) (op.spec. Nov.)		-
Financement extérieur	48,42	7,85
Compte pétrolier (net)	2,88	-
Recettes pétrolières	- 12,03	- 9,47
Contribution du compte pétrolier	14,91	25,00
Autres (net)	45,54	3,77
Emprunts extérieurs (net)	43,08	2,49
Emprunts nouveaux	52,68	13,93

Amortissement	-	9,60	-	11,72
Financement extérieur exceptionnel		1,60		1,72
Variation comptes de liaison comptables des chancelleries		0,87		-
Erreurs et omissions (besoin de financement)	-	4,70	-	0,00

ANNEXE 2 : CLASSIFICATION FONCTIONNELLE S1 2014.

Nomenclature Fonctionnelle		Désignation		Montant payé	
1	1	1	01011 - Organes législatifs au niveau national	2 729 139 706,00	
		2	01012 - Institutions républicaines	245 026 068,00	
		3	01013 - organes exécutifs au niveau national	1 456 946 924,00	
		4	01014 - Organes de contrôle	3 991 201 779,00	
		5	01015 - Affaires étrangères	1 452 227 823,00	
		Total			9 874 542 300,00
	2	1	01021 - Services généraux des affaires financières et budgétaires	3 631 391 775,00	
		2	01022 - Services chargés de la conception et de la coordination des politiques	175 500 000,00	
		3	01023 - Services fiscaux	1 198 867 523,00	
		5	01025 - Services chargés du contrôle de la gestion budgétaire	161 920 000,00	
		6	01026 - Services de la trésorerie et de la comptabilité de l'Etat	103 449 400,00	
		7	01027 - Services chargés de la coordination des programmes économiques et sectoriels	3 150 920 998,00	
		Total			8 422 049 696,00
	3	0	03010 - Services généraux de sécurité publique	15 000 000,00	
		2	01032 - Services généraux de l'administration du développement	641 882 630,00	
		4	01034 - Services généraux chargés de la décentralisation	561 181 764,00	
		5	01035 - Services de la planification générale et services statistiques généraux	315 192 772,00	
		6	01036 - Autres services généraux (archives, parc automobile, gestion du parc immobilier)	7 555 556,00	
		Total			1 540 812 722,00
	4	1	01041 - Recherche fondamentale	339 633 661,00	
		6	1	01061 - Services publics généraux non classés ailleurs (élections, listes électorales, administra	2 252 550 000,00
			2	01062 - Services publics concernant l'état-civil	1 646 720 000,00
			3	01063 - Renforcement des capacités du secteur public	161 000 000,00
		Total			4 060 270 000,00
		7	1	01071 - Opérations au titre de la dette publique	15 902 737 990,00
		Total			40 140 046 369,00
	2	1	02011 - Défense militaire	19 080 801 787,00	
2		02021 - Défense civile	2 799 144 275,00		
Total			21 879 946 062,00		
3	1	03010 - Services généraux de sécurité publique	950 697 790,00		
	3	1	03031 - Services généraux de la justice	25 813 615,00	
		2	03032 - Cour suprême	117 000 000,00	
		4	03034 - Parquets	0,00	
		5	03035 - Tribunaux	0,00	
	Total			142 813 615,00	

	4	1	03041 - Prisons	90 287 685,00	
	5	2	03052 - Services de protection civile	41 132 698,00	
	7	1	03071 - Ordre et sécurité n.c.a.	1 269 725 623,00	
				Total	2 494 657 411,00
4	1	2	04012 - Affaires générales concernant la main d'œuvre (réglementation, lutte contre la discrim	264 848 670,00	
		3	04013 - Programme de lutte contre le chômage	266 858 244,00	
4				Total	531 706 914,00
	2	1	04021 - Affaires générales concernant le développement rural	430 551 627,00	
4		04024 - Agriculture	465 672 821,00		
5		04025 - Pêche	1 466 519 795,00		
6		04026 - Élevage	161 825 404,00		
7		04027 - Développement irrigué	3 516 969 859,00		
			Total	6 041 539 506,00	
3		2	04032 - pétrole et gaz naturel	3 550 594 306,00	
	4	04034 - Electricité	1 154 346 332,00		
	5	04035 - Energies renouvelables	277 132 420,00		
				Total	4 982 073 058,00
4	1	04041 - Industries extractives de ressources minérales	172 932 544,00		
	5	04045 - Travaux publics	11 238 522,00		
				Total	184 171 066,00
5	1	04051 - Transport routier, construction et maintenance de routes, voies urbaines et pistes rural	7 396 377 299,00		
	2	04052 - Transports maritimes et fluviaux	0,00		
	4	04054 - Transport par voie aérienne	954 549 133,00		
				Total	8 350 926 432,00
6	1	04061 - Affaires générales en matière de communication	56 392 074,00		
	2	04062 - Poste	163 748 882,00		
				Total	220 140 956,00
7	1	04071 - Commerce, distributions, entrepôts et magasins (contrôle de la qualité, contrôle des pr	13 825 881,00		
	2	04072 - Promotion du commerce extérieur	1 750 000,00		
	4	04074 - Promotion du tourisme (informations, campagne de publicité)	156 570 175,00		
	5	04075 - Projets de développement à objectifs multiples	64 477 000,00		
	6	04076 - Artisanat	11 759 992,00		
				Total	248 383 048,00
8	2	04082 - Recherche et développement concernant le génie rural, l'agriculture, l'élevage et la pêc	251 482 279,00		
	4	04084 - Recherche et développement concernant les industries extractives, les industries de tr	500 980 000,00		
				Total	752 462 279,00
			Total	21 311 403 259,00	
5	2	1	05021 - Gestion des eaux usées	27 538 988,00	
	4	1	05041 - Protection de la biodiversité et de l'environnement (parcs naturels et réserves, protectio	373 117 076,00	
	5	1	05051 - Recherche et développement concernant la protection de l'environnement	4 313 121,00	
	6	1	05061 - Protection de l'environnement n.c.a.	1 072 399 545,00	
				Total	1 477 368 730,00
6	1	1	06011 - Développement collectif	970 690 000,00	
	3	1	06031 - Approvisionnement en eau potable	1 495 262 164,00	
	6	1	06061 - Aménagements collectifs et logements n.c.a.	53 881 952,00	
				Total	2 519 834 116,00

7	1	1	07011 - Affaires générales concernant la santé	711 034 027,00	
	7	2	3	07023 - Appareillages médicaux et équipements	72 130 795,00
		3	1	07031 - Services de médecine générale	284 789 459,00
			4	07034 - Services paramédicaux	53 456 311,00
		5	07035 - Laboratoires d'analyse médicale	0,00	
				Total	338 245 770,00
		4	1	07041 - Services hospitaliers généraux	1 770 402 547,00
	4		07044 - Services de maternité	90 030 000,00	
			Total	1 860 432 547,00	
	5	1	07051 - Ecoles concernant la santé publique	193 222 769,00	
		3	07053 - Centre de transfusion sanguine	51 876 032,00	
		4	07054 - Santé et nutrition de l'enfant	0,00	
		7	07057 - Santé mentale	101 050 220,00	
			Total	346 149 021,00	
	6	2	07062 - Lutte contre le VIH	0,00	
		3	07063 - Détection et lutte contre les maladies infectieuses	5 615 583,00	
			Total	5 615 583,00	
7	1	07071 - Recherche et développement dans le domaine de la santé	183 605 630,00		
8	0	07080 - Affaires concernant la santé	392 250 000,00		
		Total	3 909 463 373,00		
8	1	1	08011 - Services concernant les affaires religieuses	1 022 590 241,00	
	2	1	08021 - Services concernant la culture (bibliothèques, musées, théâtres, jardins botaniques, zo)	220 115 816,00	
	3	1	08031 - Services concernant la radiodiffusion, la télévision et l'édition	1 521 015 658,60	
	4	1	08041 - Services concernant la jeunesse	0,00	
	5	2	08052 - Services concernant le sport de compétition	40 392 390,00	
			Total	2 804 114 105,60	
9	1	1	09011 - Enseignement préprimaire et primaire	198 011 269,00	
		2	09012 - Alphabétisation	44 027 109,00	
			Total	242 038 378,00	
	2	1	09021 - Enseignement secondaire non différencié	304 654 406,00	
		4	09024 - Enseignement secondaire technique	440 076 815,80	
			Total	744 731 221,80	
	4	1	09041 - Enseignement du troisième degré non différencié	1 964 885 249,00	
		4	09044 - Enseignement technique supérieur	328 878 484,00	
			Total	2 293 763 733,00	
	5	2	09052 - enseignement technique	188 798 828,00	
8	4	09084 - Affaires générales concernant l'enseignement	2 685 336 980,00		
		Total	6 154 669 140,80		
10	1	1	10011 - Action liée à la lutte contre la pauvreté non définie ailleurs	3 955 236 366,24	
		2	10012 - Sécurité alimentaire	1 265 892 207,00	
		3	10013 - Microfinance	33 333 333,00	
			Total	5 254 461 906,24	
10	2	8	10028 - Prestations de logement	3 000 000,00	
	9	1	10091 - Protection sociale	7 625 722 636,00	
		Total	12 883 184 542,24		
11	1	1	11011 - Non Classé	2 223 484 332,00	

Total	117 798 171 440,64
--------------	---------------------------